



# Assemblée générale

Distr. générale  
11 décembre 2015  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-dixième session

Points 134, 15, 19 et 116 de l'ordre du jour

### Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017

**Application et suivi intégrés et coordonnés des textes  
issus des grandes conférences et réunions au sommet  
organisées par les Nations Unies dans les domaines  
économique et social et dans les domaines connexes**

**Suivi et mise en œuvre des textes issus des Conférences  
internationales sur le financement du développement**

**Suite donnée aux textes issus du Sommet du Millénaire**

**Prévisions révisées comme suite aux décisions  
énoncées dans le Programme d'action d'Addis-  
Abeba issu de la troisième Conférence internationale  
sur le financement du développement et du document  
final du Sommet des Nations Unies consacré  
à l'adoption du programme de développement  
pour l'après-2015 intitulé « Transformer  
notre monde : le Programme de développement  
durable à l'horizon 2030 »**

**Quarantième rapport du Comité consultatif  
pour les questions administratives et budgétaires  
sur le projet de budget-programme pour l'exercice  
biennal 2016-2017**

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné une version préliminaire du rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées comme suite aux décisions énoncées dans le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement et du document final du Sommet des Nations Unies consacré à l'adoption du programme de développement pour l'après-2015 intitulé



« Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 » (A/70/589).

2. Le Comité consultatif rappelle qu'un accord avait conclu concernant le Programme d'action d'Addis-Abeba à la troisième Conférence internationale sur le financement du développement qui s'était tenue à Addis-Abeba du 13 au 16 juillet 2015 (A/CONF.222/20) et que le document final de la conférence avait été approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 69/313 du 27 juillet 2015. Le Comité rappelle également que le projet de document final du Sommet des Nations Unies consacré à l'adoption du programme de développement pour l'après-2015 avait été présenté par le Président de l'Assemblée le 12 août 2015 et que le 25 septembre 2015, l'Assemblée générale avait adopté sa résolution 70/1 sur le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015, intitulé « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ».

3. Le Comité consultatif constate, d'après le paragraphe 3 du rapport du Secrétaire général, qu'en ces deux occasions, à l'issue de l'approbation de documents finals, les états des incidences sur le budget-programme, présentés à l'Assemblée générale, ne comprenaient pas une estimation détaillée des dépenses futures découlant de l'adoption de ses résolutions 69/313 et 70/1. **Au vu du laps de temps qui s'est écoulé entre la date de l'adoption des documents finals et celle de leur approbation par l'Assemblée générale<sup>1</sup> et compte tenu du fait également que les propositions du Secrétaire général correspondent aux ressources supplémentaires à prévoir au titre de l'application immédiate des activités prescrites dans les documents finals (voir A/70/589 par. 4), le Comité estime qu'il aurait fallu redoubler d'efforts pour respecter strictement l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale et communiquer à cette dernière des estimations détaillées avant qu'elle n'approuve les documents finals.**

4. La version préliminaire du rapport du Secrétaire général a été communiquée le 4 décembre 2015 au Comité consultatif, qui s'est réuni avec les représentants du Secrétaire général le 7 décembre 2015. Le Comité a obtenu des réponses partielles à ses demandes de précisions le 11 décembre 2015. Il a cherché notamment à obtenir des éclaircissements au sujet du retard avec lequel a été présenté le rapport du Secrétaire général, au vu du laps de temps considérable qui s'est écoulé entre l'approbation des documents finals par l'Assemblée générale, le 27 juillet et le 25 septembre 2015, et la publication du rapport du Secrétaire général, le 4 décembre 2015, mais n'a pas reçu d'explication valable.

5. **Le Comité exécutif estime que le retard dans la présentation du rapport n'est pas justifié, au vu de son ampleur et compte tenu du fait que le rapport, comme indiqué ci-avant, énonce des activités qui sont clairement prescrites dans les documents finals. Le Comité note que le retard avec lequel a été présenté le rapport l'a empêché d'examiner convenablement les propositions du Secrétaire général et de formuler des observations et des recommandations à l'intention de l'Assemblée générale. Le Comité compte que le Secrétaire général donnera des explications détaillées sur les raisons du retard dans la présentation de son rapport et assumera la responsabilité de cette situation.**

<sup>1</sup> Dans le cas du Programme d'action d'Addis-Abeba, le document final a été adopté le 16 juillet 2015 et approuvé par l'Assemblée générale le 27 juillet 2015. Dans le cas du Programme de développement durable à l'horizon 2030, le projet de document final a été présenté par le Président de l'Assemblée le 12 août 2015 et approuvé par l'Assemblée le 25 septembre 2015.

6. Cela étant, le Comité consultatif n'est pas en mesure de se prononcer sur les propositions du Secrétaire général relatives aux prévisions révisées comme suite aux décisions énoncées dans le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement et du document final du Sommet des Nations Unies consacré à l'adoption du programme de développement pour l'après-2015 intitulé « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ». Pour s'assurer que les activités se rapportant aux deux documents finals seront mises en œuvre dès janvier 2016, le Comité recommande à l'Assemblée générale d'autoriser le Secrétaire général à engager des dépenses d'un montant ne dépassant pas 7 547 300 dollars durant la première année de l'exercice biennal 2016-2017 en vue de l'application des décisions énoncées dans le Programme d'action d'Addis-Abeba et dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le Comité se penchera à nouveau sur les propositions du Secrétaire général à sa prochaine session.

7. À sa réunion avec les représentants du Secrétaire général, le Comité consultatif a été informé, comme indiqué aux paragraphes 5 et 6 du rapport du Secrétaire général, qu'il faudra un examen plus poussé et de plus amples consultations avec toutes les parties prenantes pour déterminer la manière dont il est envisagé de mettre en œuvre les décisions énoncées dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. En outre, conformément au paragraphe 90 de la résolution 70/1 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général compte établir pour examen, à la reprise de la soixante-dixième session de l'Assemblée générale, en prévision de la réunion de 2016 du Forum politique de haut niveau, un rapport décrivant les étapes importantes à franchir en vue d'un suivi et d'un examen cohérents, efficaces et sans exclusive à l'échelle mondiale. Le Comité a également été informé que les résolutions adoptées par les grandes commissions de l'Assemblée et par le Conseil économique et social et ses organes subsidiaires pourraient donner lieu à des demandes de crédits supplémentaires.